

DÉCLARATION DE M. LE JUGE *AD HOC* GUILLAUME

Dragage du fleuve San Juan — Interprétation de l'article 6 de la sentence du président Cleveland — Activités des deux Etats sur le territoire litigieux — Protection de l'environnement — Coopération nécessaire du Costa Rica et du Nicaragua.

1. Je souscris à nombre des conclusions auxquelles la Cour est parvenue. Je souhaiterais cependant présenter ici quelques observations et préciser en quoi je me sépare sur un point de l'ordonnance adoptée.

LE DRAGAGE DU FLEUVE SAN JUAN

2. Dans sa demande en indication de mesures conservatoires, le Costa Rica priait la Cour d'ordonner la suspension du programme de dragage du fleuve San Juan mis en œuvre par le Nicaragua. Dans ses conclusions finales, le Costa Rica se borne à solliciter la suspension de ce programme dans la zone adjacente à Isla Portillos. La Cour a estimé que les droits revendiqués par le Costa Rica en liaison avec les opérations de dragage du fleuve San Juan entreprises par le Nicaragua étaient « plausibles » (ordonnance, par. 59). Mais elle a constaté que ces opérations ne faisaient pas « peser sur l'environnement du Costa Rica ou sur le débit du fleuve Colorado un risque de préjudice irréparable » (*ibid.*, par. 82). Elle a par voie de conséquence rejeté la demande présentée sur ce point par le Costa Rica.

3. J'approuve pleinement cette solution, mais pense utile d'en préciser la portée.

4. Le traité de limites du 15 avril 1858 fixe la frontière entre le Costa Rica et le Nicaragua depuis l'océan Pacifique jusqu'à la mer des Caraïbes. Entre un point situé à trois milles anglais en aval de Castillo Viejo et la mer, la frontière suit la rive droite du San Juan. Le traité donne autorité et juridiction souveraine (« *dominio y sumo imperio* ») au Nicaragua sur les eaux et le lit du fleuve, tout en reconnaissant au Costa Rica un droit de navigation dont la Cour a eu l'occasion de fixer les limites dans son arrêt du 13 juillet 2009.

5. Les droits et obligations des Parties en ce qui concerne l'entretien et l'amélioration du San Juan aux fins de navigation, et notamment son dragage, ont été précisés dans la sentence arbitrale du président Cleveland du 22 mars 1888. Selon l'article 6 de cette sentence :

« 6. La République du Costa Rica ne peut empêcher la République du Nicaragua d'exécuter à ses propres frais et sur son propre terri-

DECLARATION OF JUDGE *AD HOC* GUILLAUME

[Translation]

Dredging of the San Juan River — Interpretation of Article 6 of the Cleveland Award — Activities of the two States on the disputed territory — Protection of the environment — Co-operation required between Costa Rica and Nicaragua.

1. I subscribe to a number of the conclusions reached by the Court. Nevertheless, I would like to make some observations and explain why I disagree with one of the points in the adopted Order.

THE DREDGING OF THE SAN JUAN RIVER

2. In its Request for the indication of provisional measures, Costa Rica asked the Court to order the suspension of Nicaragua's dredging programme in the San Juan River. In its final submissions, it only seeks the suspension of that programme in the area adjacent to Isla Portillos. The Court found that the rights claimed by Costa Rica in respect of the dredging operations undertaken by Nicaragua on the San Juan River are "plausible" (Order, para. 59). However, it observed that those operations were not "creating a risk of irreparable prejudice to Costa Rica's environment or to the flow of the Colorado River" (*ibid.*, para. 82). Consequently, it dismissed Costa Rica's request on that issue.

3. I fully support that solution, but think it would be helpful to clarify its scope.

4. The Treaty of Limits of 15 April 1858 fixes the boundary between Costa Rica and Nicaragua from the Pacific Ocean to the Caribbean Sea. Between a point 3 English miles below Castillo Viejo and the sea, the boundary follows the right bank of the San Juan River. The Treaty gives dominion and sovereign jurisdiction ("*dominio y sumo imperio*") over the waters and riverbed to Nicaragua, while acknowledging that Costa Rica enjoys a right of navigation, the limits of which the Court had occasion to fix in its Judgment of 13 July 2009.

5. The Parties' rights and obligations as regards the maintenance and improvement of the San Juan for the purposes of navigation, and its dredging in particular, were defined in the Cleveland Award of 22 March 1888. According to Article 6 of that Award:

"6. The Republic of Costa Rica cannot prevent the Republic of Nicaragua from executing at her own expense and within her own ter-

toire de tels travaux d'amélioration, à condition que le territoire du Costa Rica ne soit pas occupé, inondé ou endommagé en conséquence de ces travaux et que ceux-ci n'arrêtent pas ou ne perturbent pas gravement la navigation sur ledit fleuve ou sur l'un quelconque de ses affluents en aucun endroit où le Costa Rica a le droit de naviguer. La République du Costa Rica aura le droit d'être indemnisée si des parties de la rive droite du fleuve San Juan qui lui appartiennent sont occupées sans son consentement ou si des terres situées sur cette même rive sont inondées ou endommagées de quelque manière que ce soit en conséquence de travaux d'amélioration.»

6. Il ressort de ces dispositions que, pour reprendre les termes de la Cour dans son arrêt du 13 juillet 2009 :

«[le Nicaragua peut exécuter à ses frais les travaux] nécessaires pour améliorer la navigation sur le fleuve San Juan ... qu'il estime convenables, à condition que lesdits travaux ne perturbent pas gravement la navigation sur les affluents du San Juan appartenant au Costa Rica» (*Différend relatif à des droits de navigation et des droits connexes (Costa Rica c. Nicaragua)*, arrêt, C.I.J. Recueil 2009, p. 269, par. 155).

7. Par ailleurs, selon la sentence du président Cleveland, les opérations d'entretien et d'amélioration menées à des fins de navigation sur le San Juan doivent l'être sans qu'il y ait occupation du territoire costaricien, sans que celui-ci soit inondé et sans que d'autres dommages soient causés à ce territoire. La sentence ajoute que le Costa Rica a le droit d'être indemnisé de tout dommage de ce type.

8. Les Parties s'opposent sur l'interprétation à donner à cette dernière disposition. Le Nicaragua soutient que, en cas de dommage résultant de travaux d'entretien ou d'amélioration du fleuve, le Costa Rica n'est pas en droit d'empêcher la poursuite de ces travaux, mais peut seulement demander indemnisation du préjudice subi. Le Costa Rica est d'une opinion contraire.

9. La Cour n'a pas à ce stade pris parti sur ce point. Saisie d'une demande en indication de mesures conservatoires présentée par le Costa Rica, elle s'est bornée à rechercher si la thèse de ce dernier a un caractère plausible. Elle n'avait pas à se demander si la thèse du Nicaragua était, elle aussi, plausible (ordonnance, par. 57).

10. Pour ma part, je reconnais volontiers que les deux thèses peuvent être soutenues et qu'elles sont toutes deux «plausibles». Je ne suis pas certain que la Cour sera nécessairement amenée à prendre parti sur ces thèses lorsqu'elle examinera l'affaire au fond. En effet, s'il apparaît qu'aucun dommage n'a été causé au territoire costaricien, il lui suffira de constater que l'Etat demandeur n'a en rien souffert des opérations de dragage menées par le Nicaragua. S'il en était autrement, la Cour pourrait en revanche être amenée à interpréter l'article 6 de la sentence du président Cleveland. A mon sentiment, elle ne pourrait alors que constater que la première et la seconde phrase de cet article n'ont pas la même

ritory such works of improvement, provided such works of improvement do not result in the occupation or flooding or damage of Costa Rica territory, or in the destruction or serious impairment of the navigation of the said river or any of its branches at any point where Costa Rica is entitled to navigate the same. The Republic of Costa Rica has the right to demand indemnification for any places belonging to her on the right bank of the River San Juan which may be occupied without her consent, and for any lands on the same bank which may be flooded or damaged in any other way in consequence of works of improvement.”

6. It is clear from that provision that, as the Court held in its Judgment of 13 July 2009,

“Nicaragua may execute [at its own expense] such works [to improve navigation on the San Juan River] as it deems suitable, provided that such works do not seriously impair navigation on tributaries of the San Juan belonging to Costa Rica” (*Dispute regarding Navigational and Related Rights (Costa Rica v. Nicaragua)*, Judgment, *I.C.J. Reports 2009*, p. 269, para. 155).

7. Furthermore, in accordance with the Cleveland Award, maintenance and improvement works for the purposes of navigation on the San Juan River must be carried out without occupation, flooding or other damage of Costa Rican territory. The Award adds that Costa Rica has the right to be compensated for any such damage.

8. The Parties disagree as to how that final provision should be interpreted. Nicaragua contends that, if damage is caused by works to maintain or improve the river, Costa Rica is not entitled to prevent those works from continuing, but only to seek reparation for the damage suffered. Costa Rica holds an opposing view.

9. The Court has not expressed an opinion on that matter at this stage. In considering Costa Rica’s Request for the indication of provisional measures, it confined itself to deciding whether the latter’s claim was plausible. It did not need to consider whether Nicaragua’s claim was also plausible (Order, para. 57).

10. For my part, I readily acknowledge that both claims can be supported, and that they are both “plausible”. I am not certain that the Court will necessarily be required to rule on those claims when it considers the merits of the case. Thus, if it appears that no damage has been caused to Costa Rican territory, it will be sufficient for the Court to note that the Applicant has not suffered any harm as a result of the dredging operations carried out by Nicaragua. On the other hand, if it appears otherwise, the Court might need to interpret Article 6 of the Cleveland Award. To my mind, in so doing it could only conclude that the Article’s first and second clauses do not carry the same weight. Thus Costa Rica’s

portée. En effet, le droit à indemnisation du Costa Rica est reconnu dans la seconde phrase uniquement en cas de dommages causés à son territoire et non en cas de perturbation grave apportée à la navigation. On le comprend aisément : de telles perturbations seraient contraires à l'objet et au but même des travaux entrepris, et il conviendrait d'y porter remède. En revanche, les dommages ponctuels résultant en territoire costa-ricien des travaux menés sur le San Juan impliquent seulement indemnisation du préjudice subi. Il s'agit là, me semble-t-il, de dommages transfrontaliers relevant d'un régime de responsabilité objective (pour un cas analogue, voir les sentences arbitrales des 16 avril 1938 et 11 mars 1941 dans l'affaire des *Fonderies du Trail*, Nations Unies, *Recueil des sentences arbitrales*, tome III, p. 1905).

LES ACTIVITÉS SUR LE TERRITOIRE LITIGIEUX

11. Le Costa Rica se plaint par ailleurs devant la Cour de la construction sur son territoire d'un canal par lequel le Nicaragua aurait relié le fleuve San Juan à la lagune de Harbor Head à travers Isla Portillos. Le Nicaragua, quant à lui, soutient qu'il s'est borné à nettoyer à cet endroit un chenal naturel dit *caño* dont la rive sud constituerait la frontière entre les deux Etats. Ainsi, dans cette zone, deux différends opposent les Parties. Le premier concerne la licéité des travaux menés par le Nicaragua ; le second porte sur la souveraineté sur un territoire d'environ trois kilomètres carrés se trouvant au nord de la voie d'eau litigieuse (dénommé par la Cour le « territoire litigieux »). La Cour n'a bien entendu pris position ni sur la licéité des travaux, ni sur les revendications de souveraineté. Elle s'est bornée à relever que les droits revendiqués par le Costa Rica étaient plausibles et n'a pas eu à se prononcer sur les droits revendiqués par le Nicaragua, qui, à mon opinion, étaient d'ailleurs eux aussi plausibles.

12. La Cour s'est en revanche prononcée sur les mesures conservatoires sollicitées dans ce secteur par le Costa Rica. Celui-ci, dans le dernier état de ses conclusions, demandait à la Cour d'inviter le Nicaragua à s'abstenir

« dans la zone comprenant l'entièreté de Isla Portillos ... de :

- 1) stationner ses troupes armées et autres agents ;
- 2) construire ou élargir un canal ;
- 3) procéder à l'abattage d'arbres ou à l'enlèvement de végétation ou de terre ;
- 4) déverser des sédiments ».

13. Au cours des audiences et en réponse à des questions qui lui avaient été posées par un juge, le Nicaragua avait précisé qu'« aucune troupe nicaraguayenne ne stationne actuellement dans la zone en question » et qu'il n'avait « nullement l'intention d'envoyer des troupes ou d'autres agents

right to indemnification is only recognized in the second clause in the event of damage to its territory, not in the event of serious disruption to navigation. It is easy to see why: such disruption would be counter to the very object and purpose of the works being carried out, and would need to be remedied. By contrast, isolated damage to Costa Rican territory caused by works carried out on the San Juan would only give rise to indemnification for the harm suffered. In my view, that is transboundary damage, which falls under a régime of objective responsibility (for a comparable case, see the Arbitral Awards of 16 April 1938 and 11 March 1941 in the *Trail Smelter* case, United Nations, *Reports of International Arbitral Awards*, Vol. III, p. 1905).

THE ACTIVITIES ON THE DISPUTED TERRITORY

11. Costa Rica also brings a complaint before the Court about the construction on its territory of a canal by which Nicaragua has reportedly joined the San Juan to the Harbor Head Lagoon, through Isla Portillos. Nicaragua, for its part, contends that it has merely cleared a natural channel (or “caño”) in that area, whose south bank forms the boundary between the two States. There are thus two disputes between the Parties in the area concerned. The first concerns the lawfulness of the works carried out by Nicaragua; the second, the sovereignty over a territory of approximately 3 square kilometres located to the north of the disputed waterway (which the Court terms “the disputed territory”). Naturally, the Court did not express an opinion on either the legality of the works or the claims to sovereignty. It merely observed that the rights claimed by Costa Rica were plausible; it was not required to rule on the rights asserted by Nicaragua which, in my view, were also plausible.

12. The Court did on the other hand rule on the provisional measures sought by Costa Rica in the area. In its submissions as finally presented, the latter asked the Court to order Nicaragua not to,

“in the area comprising the entirety of Isla Portillos[,] . . .

- (1) station any of its troops or other personnel;
- (2) engage in the construction or enlargement of a canal;
- (3) fell trees or remove vegetation or soil;
- (4) dump sediment”.

13. During the hearings and in response to questions put to it by one of the judges, Nicaragua stated that “[t]here are no Nicaraguan troops currently stationed in the area in question” and that it “does not intend to send any troops or other personnel to the region”. Thus, Costa Rica’s

dans la région». Ainsi, les conclusions du Costa Rica tendant à ce que la Cour invite le Nicaragua à ne pas stationner ses troupes armées et autres agents sur Isla Portillos auraient pu être écartées, comme étant devenues sans objet (en ce sens, voir l'affaire relative à des *Questions concernant l'obligation de poursuivre ou d'extrader (Belgique c. Sénégal)*, mesures conservatoires, ordonnance du 28 mai 2009, C.I.J. Recueil 2009, p. 139).

14. Le Nicaragua avait cependant ajouté que «le *caño* n'est plus obstrué. Il est possible de patrouiller dans la zone des eaux du fleuve comme cela a toujours été le cas afin de faire respecter la loi.» Le Nicaragua avait ainsi marqué qu'il entendait exercer sa souveraineté sur le *caño* disputé. Le Costa Rica prétendant également à cette souveraineté, «un risque réel et actuel d'incidents» (ordonnance, par. 75) existait et, dans cette perspective, il appartenait à la Cour d'indiquer *proprio motu* les mesures conservatoires qu'elle pouvait estimer nécessaires.

15. Sur ce terrain, la Cour a décidé non pas d'interdire au Nicaragua d'envoyer des forces armées ou d'autres agents sur le territoire litigieux, mais de procéder à une interdiction générale. Elle a en effet indiqué au point 1 du dispositif de l'ordonnance que «[c]haque Partie s'abstiendra d'envoyer ou de maintenir sur le territoire litigieux, y compris le *caño*, des agents, qu'ils soient civils, de police ou de sécurité». J'ai souscrit à ce point, comme j'ai souscrit aux points 3 et 4 du dispositif en vue de la préservation des droits à la souveraineté avancés par chacune des Parties et de la sauvegarde de la paix dans la région.

16. Restaient les conclusions du Costa Rica tendant à ce que la Cour invite le Nicaragua à ne pas construire et élargir le *caño*. A cet égard, la Cour a tout d'abord constaté que le Nicaragua avait «affirmé à l'audience que les opérations de nettoyage et de dégagement du *caño* étaient achevées et avaient pris fin» (*ibid.*, par. 71). La Cour a pris note de cette déclaration sans équivoque et en a déduit à juste titre qu'il n'y avait pas lieu d'inviter le Nicaragua à ne pas poursuivre des travaux auxquels il n'entendait pas procéder (*ibid.*, par. 74).

17. La Cour a cependant constaté que le territoire litigieux faisait partie d'une zone humide d'importance internationale déclarée telle par le Costa Rica en vertu de la convention de Ramsar du 2 février 1971. Elle s'est demandée, à la lumière d'un rapport établi par le Secrétariat de cette convention sur la base d'informations fournies par le Costa Rica, si l'existence même du *caño* ne risquait pas d'engendrer un préjudice irréparable à l'environnement ainsi protégé. Conformément à une jurisprudence constante, elle s'est placée pour en juger à la date même de l'ordonnance (voir l'affaire relative aux *Activités armées sur le territoire du Congo (République démocratique du Congo c. Ouganda)*, mesures conservatoires, ordonnance du 1^{er} juillet 2000, C.I.J. Recueil 2000, p. 128, par. 43). Elle a constaté qu'à cette date il n'existait pas de risque imminent de préjudice irréparable et s'est donc abstenue d'indiquer des mesures conservatoires destinées à prévenir de tels risques.

18. Elle n'en a pas moins jugé qu'il pourrait être utile que des personnels civils en charge de la protection de l'environnement soient en mesure

submissions that the Court request Nicaragua not to station any of its troops or other personnel on Isla Portillos could have been dismissed as no longer having any object (in this respect see the case concerning *Questions relating to the Obligation to Prosecute or Extradite (Belgium v. Senegal)*, *Provisional Measures, Order of 28 May 2009*, *I.C.J. Reports 2009*, p. 139).

14. Nicaragua added, however, that “[t]he *caño* is no longer obstructed. It is possible to patrol the area on the river, as has always been the case, for the purposes of enforcing the law”. In so doing, Nicaragua signalled its intention to exercise its sovereignty over the disputed *caño*. Since Costa Rica is claiming sovereignty over the same area, there was “a real and present risk of incidents” (Order, para. 75) and, in such circumstances, it fell to the Court to indicate *proprio motu* any provisional measures which it might consider necessary.

15. On this point, the Court decided not to prohibit Nicaragua from sending armed forces or other personnel to the disputed territory, but to enforce a general ban. Thus, in point 1 of the operative clause of the Order, it stated that “[e]ach Party shall refrain from sending to, or maintaining in the disputed territory, including the *caño*, any personnel, whether civilian, police or security”. I voted in favour of that point, and of points 3 and 4 of the operative clause, with a view to protecting the right to sovereignty advanced by each of the Parties and safeguarding peace in the region.

16. All that remained were Costa Rica’s submissions requesting the Court to call upon Nicaragua not to construct or enlarge the *caño*. In that connection, the Court began by observing that Nicaragua had “asserted at the hearings that the cleaning and clearing operations in respect of the *caño* were over and finished” (*ibid.*, para. 71). The Court took note of that unequivocal statement and rightly deduced from it that there was no reason to ask Nicaragua not to proceed with work which it was not intending to carry out (*ibid.*, para. 74).

17. The Court observed, however, that the disputed territory was part of a wetland of international importance declared as such by Costa Rica under the Ramsar Convention of 2 February 1971. It considered whether, in the light of a report drawn up by the Secretariat of that Convention on the basis of information supplied by Costa Rica, the very existence of the *caño* risked causing irreparable prejudice to the environment protected under the Convention. In keeping with its established jurisprudence, the Court looked to determine this as at the date of the Order (see the case concerning *Armed Activities on the Territory of the Congo (Democratic Republic of the Congo v. Uganda)*, *Provisional Measures, Order of 1 July 2000*, *I.C.J. Reports 2000*, p. 128, para. 43). It found that on that date there was no imminent risk of irreparable prejudice, and therefore refrained from indicating provisional measures aimed at averting such a risk.

18. Nevertheless, the Court felt that it could be useful for civilian personnel responsible for the protection of the environment to be able to

de se rendre dans le territoire litigieux, y compris le *caño*, dans la stricte mesure où un tel envoi serait nécessaire pour éviter qu'un tel préjudice n'apparaisse dans l'avenir. Il s'agit là d'une situation qui, à mon sentiment, a peu de chances de se produire et la Cour me semble avoir fait preuve sur ce point de craintes excessives. En vue de permettre de faire face à cet hypothétique danger, la Cour a cru devoir donner au Costa Rica, et au Costa Rica seul, la possibilité d'envoyer sur le territoire contesté des agents civils chargés de la protection de l'environnement capables d'apprécier la situation. Consciente cependant qu'une telle solution n'était pas sans inconvénients, la Cour a entouré cette venue de plusieurs garanties. Elle a prévu que, avant d'agir, le Costa Rica devra consulter le Secrétariat de la convention de Ramsar, informer le Nicaragua et faire de son mieux pour rechercher avec ce dernier des solutions communes. Mais ce n'en est pas moins au Costa Rica, et au Costa Rica seul, que la Cour a confié en dernier ressort le soin de décider si des agents appartenant à l'administration chargée de la protection des zones humides doivent, au cas où apparaîtrait un risque imminent de préjudice irréparable, se rendre dans le territoire litigieux.

19. J'aurais pour ma part préféré que cette responsabilité soit confiée conjointement aux deux Parties.

- a) D'une part, il existe dans la zone, ainsi que la Cour l'a relevé (ordonnance, par. 79), deux zones humides d'importance internationale couvertes par la convention de Ramsar. L'une, «Humedal Caribe Noreste», a été établie par le Costa Rica sur Isla Portillos. L'autre, «Refugio de Vida Silvestre Río San Juan», a été établie par le Nicaragua sur le fleuve et la lagune de Harbor Head. Compte tenu notamment du fait que le *caño* unit le fleuve et la lagune, il me paraît difficile de dissocier la protection de l'environnement sur le *caño* de celle de l'environnement en amont et en aval en ne confiant *in fine* la surveillance du territoire litigieux qu'à un seul Etat.
- b) D'autre part, la solution retenue par la Cour me semble reposer sur le fait que ce territoire se trouve dans la zone humide «Humedal Caribe Noreste» établie par le Costa Rica. Elle paraît avoir pour but de permettre au Costa Rica de remplir certaines des obligations qui sont les siennes au titre de la convention de Ramsar. Mais, comme la Cour l'a relevé, les droits à la protection de l'environnement invoqués dans la présente affaire «découlent des prétentions des Parties à la souveraineté sur le même territoire» (*ibid.*, par. 56). Dès lors, la décision de la Cour confiant au seul Costa Rica le soin d'envoyer des agents sur le territoire contesté dans le cas où un préjudice irréparable deviendrait imminent pourrait être interprétée comme privilégiant le droit à la souveraineté du Costa Rica sur ce territoire.

20. Je reconnais qu'une telle interprétation serait erronée. En effet, la solution retenue par la Cour ne préjuge aucune question relative au fond de l'affaire (*ibid.*, par. 85) et notamment pas la souveraineté sur le territoire litigieux (*ibid.*, par. 57). Elle n'implique pas que le titre du Costa Rica

visit the disputed territory, including the *caño*, but only in so far as such visits might be necessary to prevent such prejudice occurring in the future. To my mind, that is a situation which is unlikely to arise, and I believe that the Court has shown undue apprehension in this respect. To allow this hypothetical danger to be dealt with, the Court saw fit to give Costa Rica, and Costa Rica alone, the possibility of dispatching to the disputed territory civilian personnel responsible for the protection of the environment and capable of assessing the situation. Recognizing, however, that a solution of this kind was not without drawbacks, the Court attached a number of safeguards to such visits. It stipulated that, before acting, Costa Rica must consult with the Secretariat of the Ramsar Convention, give Nicaragua prior notice, and use its best endeavours to find common solutions with Nicaragua. Nonetheless, it is to Costa Rica, and to Costa Rica alone, that the Court has given the ultimate responsibility of deciding whether, in the event of an imminent risk of irreparable prejudice, personnel from the administration responsible for the protection of wetlands should go to the disputed territory.

19. For my part, I would have preferred that responsibility to have been conferred jointly on both Parties.

- (a) Firstly, in the area in question, as the Court has observed (Order, para. 79), there are two wetlands of international importance covered by the Ramsar Convention. One, “Humedal Caribe Noreste”, was established by Costa Rica on Isla Portillos. The other, “Refugio de Vida Silvestre Río San Juan”, was established by Nicaragua on the river and the Harbor Head Lagoon. To my mind, especially given the fact that the *caño* links the river and the lagoon, it is difficult to separate the protection of the environment of the *caño* from that of the environment upstream and downstream of it, by ultimately entrusting the supervision of the disputed territory to a single State.
- (b) Secondly, it seems to me that the solution adopted by the Court is based on the fact that the territory in question is located in the “Humedal Caribe Noreste” wetland established by Costa Rica. This appears to be aimed at enabling Costa Rica to fulfil certain obligations incumbent upon it under the Ramsar Convention. However, as the Court has noted, the rights to environmental protection relied upon in this case “derive from the sovereignty claimed by the Parties over the same territory” (*ibid.*, para. 56). Consequently, the Court’s decision to entrust to Costa Rica alone the responsibility for dispatching personnel to the disputed territory in the event of imminent irreparable prejudice could be interpreted as favouring Costa Rica’s right to sovereignty over that territory.

20. I appreciate that such an interpretation would be wrong. The solution adopted by the Court does not prejudice any question relating to the merits of the case (*ibid.*, para. 85), and especially not the sovereignty over the disputed territory (*ibid.*, para. 57). It does not imply that Costa Rica’s

sur ce territoire soit meilleur que celui du Nicaragua. Elle suppose seulement que ce titre soit plausible.

21. Cette solution me paraît cependant d'une efficacité douteuse. A mon sentiment, il aurait mieux valu contraindre les deux Parties à négocier. L'ordonnance recommande certes vivement au Costa Rica d'engager en cas de besoin une telle négociation avec le Nicaragua. Cela m'a paru cependant insuffisant et, de ce fait, je n'ai pu voter en faveur du point 2 du dispositif. Il me reste à exprimer l'espoir que si, par extraordinaire, apparaissait un risque imminent de préjudice irréparable, un accord puisse être trouvé entre les deux Etats.

(Signé) Gilbert GUILLAUME.

title is better than Nicaragua's. It merely supposes that that title is plausible.

21. However, to my mind that solution is of limited value. I believe that it would have been more beneficial to compel the Parties to negotiate. Despite strongly recommending that Costa Rica hold such negotiations with Nicaragua, should the need arise, in my view the Order did not go far enough and, accordingly, I was unable to vote in favour of point 2 of the operative clause. It remains for me to express the hope that, in the unlikely event that an imminent risk of irreparable prejudice should arise, the two States will be able to reach an agreement.

(Signed) Gilbert GUILLAUME.
